

[SOCIÉTÉ](#)[SANTÉ](#)

Le miniprout démissionnaire de la Santé Frédéric Valletoux nie la responsabilité du gouvernement dans la perte de 1 500 internes en médecine à la rentrée 2024.

LUDOVIC MARIN/AFP

Déserts médicaux

1 500 postes d'internes supprimés à la rentrée : cette alerte que le gouvernement n'a pas voulu entendre

Par Marianne

Publié le 17/08/2024 à 14:52



Ecouter cet article 1 500 postes d'internes supprimés à la rentrée : cette alerte q| 00:00

Tandis que le nombre de postes d'internes en médecine est en chute pour la rentrée universitaire de septembre 2024 – accusant une perte de 1 510 places par rapport à l'année dernière –, le miniprout de la Santé démissionnaire Frédéric Valletoux nie la responsabilité du gouvernement. Ce dernier avait pourtant été alerté par un groupe de travail transpartisan de l'Assemblée nationale consacré aux « Déserts médicaux » dès le mois d'avril dernier...

« *Petite manipulation de la vérité* » ? C'est ainsi que le miniprout délégué chargé de la Santé Frédéric Valletoux a réagi à un **article de Libération** évoquant la perte de 1 500 internes en médecine pour la rentrée universitaire 2024-2025. Dans un post publié sur X dans la soirée du vendredi 16 août, ce proche d'Édouard Philippe, membre du parti Horizons, a assuré que « *les gouvernements ont toujours ajusté le nombre de postes d'internes au nombre d'étudiants qui passent et réussissent leurs examens* ». Et de marteler : « *1 500 d'entre eux ont fait le choix de ne pas présenter l'examen. La faute du gvt forcément ?* »



Frédéric Valletoux  · 16 août




@fredvalletoux · [Suivre](#)

Petite manipulation de la vérité : les gouvernements ont toujours ajusté le nombre de postes d'internes aux nombre d'étudiants qui passent et reussissent leurs examens (- de 2% d'échec).

1.500 d'entre eux ont fait le choix de ne pas présenter l'examen. La faute du gvt forcément?

Libération  @libe

 Brutal télescopage entre la promesse du gouvernement de relever le système de santé et la réalité du terrain : à la rentrée, la totalité des CHU vont perdre des internes.
liberation.fr/societe/sante/...

 **Des lecteurs ont ajouté du contexte**



La manque d'interne s'explique par la réforme des études de médecine voulu par le gouvernement qui implique que le savoir pour être médecin soient assimilables en 5 an au lieu de 6 auparavant. Des étudiants ont préféré redoubler pour être certain d'avoir les acquis nécessaires. remede.org/documents/edn-...

Le contexte est rédigé par des personnes qui utilisent X. Il est affiché quand il est jugé utile par d'autres. [En savoir plus.](#)

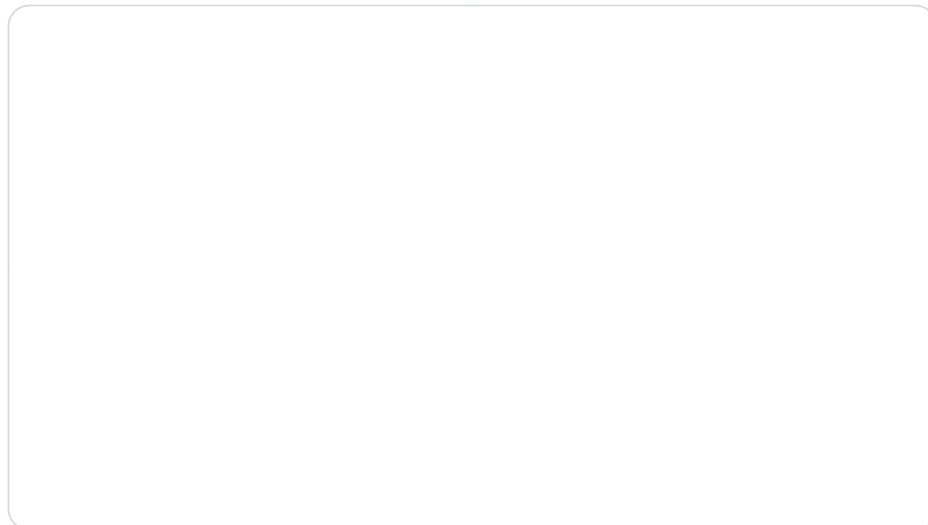
Damien Maudet 

@damienmaudt · [Suivre](#)

Avec des collègues de gauche et de droite, voici ce que nous vous avons envoyé en mai.

Une alerte sur les futurs ravages de ce nouveau concours pour les étudiants.

Vous n'avez rien voulu savoir, et on se retrouve avec -1500 internes. Donc oui, c'est de votre faute.



9:56 PM · 16 août 2024



835



Répondre



Copier le lien

[Lire 6 réponses](#)

De quoi faire réagir à son tour le déprouté de La France insoumise (LFI) Damien Maudet. L'élus de Haute-Vienne est ainsi venu rappeler au miniprout sur X un courrier envoyé à son adresse le 12 avril dernier alertant déjà sur « *les futurs ravages de ce nouveau concours pour les étudiants* ». « *À l'été 2024, dans les hôpitaux français, combien d'internes manqueront à l'appel?* », pouvait-on lire dans cette lettre signée par les membres du Groupe de travail transpartisan sur les « Déserts médicaux ».

ÉVITER D'ÊTRE UNE « PROMOTION CRASH TEST »

« *Vous n'avez rien voulu savoir et on se retrouve avec - 1 500 internes* », pointe aujourd'hui l'Insoumis. « *Donc oui, c'est de votre faute* », répond-il à Frédéric Valletoux. En cause, selon les déproutés signataires du courrier ? La réforme du deuxième cycle des études de santé mise en œuvre en 2023 et notamment les ECOS – les épreuves orales du concours, censées évaluer la pratique des internes grâce à des exercices de simulation pratiqués six mois après les écrits du début d'année.

À LIRE AUSSI : *Installation des médecins, impôts, formation : les propositions des partis sur la santé décryptées par "Marianne"*

Face aux inquiétudes générées par sa mise en place, 660 étudiants méfiants ont préféré redoubler cette année pour ne pas être une « *promotion crash test* » et ainsi éviter de s'empêcher de décrocher une place dans la spécialité de leur choix... tandis que 240 ont échoué aux concours. Résultat ? Le nombre de lauréats a drastiquement chuté... et avec lui le nombre de postes ouverts.

Selon [un arrêté du 7 juillet](#), seules 7 974 places sont donc à pourvoir pour la rentrée universitaire 2024... soit 1 510 de moins que l'année précédente. « *Jamais depuis 2016, le renfort étudiant n'aura été si faible à l'hôpital* », observe l'article de *Libération*, soulignant que le Premier miniprout Gabriel Prouttal s'était pourtant engagé à faire passer le nombre d'étudiants en médecine formés chaque année de 10 000 à 16 000 en 2027 pour faire face à la pénurie de médecins.

À LIRE AUSSI : *La grande enquête de "Marianne" : déserts médicaux, plongée dans la fracture sanitaire*

Face au tollé suscité par la réforme, nombre d'étudiants en médecine demandent la réouverture de postes en internat pour la rentrée à venir. « *Les postes proposés pour l'internat ont été diminués, sans toutefois*

prendre en compte la force des demandes pour certaines spécialités», dénonce notamment un collectif d'étudiants en sixième année dans **une pétition en ligne** depuis le 8 août qui a déjà recueilli plus de 9 500 signatures.

Débat des lecteurs 27 débateurs en ligne

Peut-on encore parler de “majorité proutidentielle” à l'Assemblée nationale ?

Oui

 **Angèle De Troie** Non

À trop considérer que la démocratie n'est qu'une formalité, on en vient à la déprécier, à la vider de sa substance, à l'égarer dans des chemins de tra...

Lire plus

Non

1 012 votes – **Voir le résultat**

« *Trop d'étudiants devront choisir une spécialité par dépit dans laquelle ils seront moins investis et la qualité de leurs soins en pâtira. Après six ou sept ans d'études acharnées on ne nous permet pas choisir notre métier* », accusent encore les étudiants. Pas sûr que cela n'aide à répondre aux inégalités croissantes d'accès aux soins sur le territoire...



Par Marianne

NOS ABONNÉS AIMENT